

PERMIS DE CONSTRUIRE

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

N° PC 044 103 20 T1039	
Déposé le :	22/07/2020
Avis de dépôt affiché le :	23/07/2020
Complété le :	22/07/2020
Sur un terrain sis à :	1026 rue de la Pierre Percée – Terminal Roulier du Grand Port
Référence cadastrale :	BH 58
Nature des travaux :	Construction de 2 bâtiments industriels, modifications extérieures et aménagements extérieurs
Surface de plancher créée :	10232,69 m ²
Nombre de logement :	0
Surface de plancher démolie :	175 m ²

GE EOLIENNES SN**Monsieur OBADIA Jean-Michel****1026 rue de la Pierre Percée****Terminal Roulier du Grand Port****44550 MONTOIR-DE-BRETAGNE****Le Maire de la Commune de MONTOIR-DE-BRETAGNE,**

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421.1, L 422.1 et suivants, R 421.1, R 422.1 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement, notamment le Livre V Titre I relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, L.181-1, R.181-46,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 04 février 2020,

Vu l'avis favorable de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire en date du 09/09/2020,

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 12/08/2020,

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique – Groupement Prévention en date du 20/08/2020,

Vu l'avis de la Direction du Cycle de l'Eau de la CARENE en date du 02/09/2020,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent Permis de Construire est **ACCORDE**.

ARTICLE 2 : Il est assorti des observations énoncées ci-après :

Observations :**ICPE**

Le pétitionnaire devra se conformer à l'avis de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, ci-joint, en date du 09/09/2020.

Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique:

Le pétitionnaire prendra connaissance des observations formulées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique en date du 20/08/2020 ci-annexées.

Raccordement électrique:

Le pétitionnaire prendra connaissance de l'avis d'ENEDIS, ci-joint, en date du 12/08/2020.

Direction du Cycle de l'Eau de la CARENE:

Le pétitionnaire prendra connaissance de l'avis de la Direction du Cycle de l'Eau de la CARENE, ci-joint, en date du 02/09/2020.

ARTICLE 3 : Taxes et participations du projet

Taxes:

Le projet est assujéti à la taxe d'aménagement.

Redevance d'Archéologie Préventive :

Le projet est assujéti à la Redevance Archéologique Préventive.

Transmis en Préfecture le 14/09/2020

MONTOIR-DE-BRETAGNE, le 14.09.2020

Le 1^{er} adjoint, Délégué à l'Urbanisme,
Michel MOLIN



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

En application du décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016, le délai de validité des permis de construire est porté à trois ans. Le permis est donc périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année, deux fois, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.
- La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.